



RCS : GRENOBLE

Code greffe : 3801

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de GRENOBLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1996 B 01274

Numéro SIREN : 410 354 930

Nom ou dénomination : A RAYBOND

Ce dépôt a été enregistré le 07/10/2014 sous le numéro de dépôt A2014/009070

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
GRENOBLE



1172813

Dénomination : A RAYBOND
Adresse : 111/113 cours Berriat 38000 Grenoble -FRANCE-

n° de gestion : 1996B01274
n° d'identification : 410 354 930

n° de dépôt : A2014/009070
Date du dépôt : 07/10/2014

Pièce : Statuts mis à jour



1172813

Exemplaire conforme
artificiel

TRIBUNAL de COMMERCE
Déposé au GREFFE le :

06 OCT. 2014

Sous le N° 9090

SOCIETE A. RAYBOND SARL

SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE

Au Capital de 650.000 Euros

**Siège Social : GRENOBLE 38000
113, Cours Berriat**

**R.C.S. GRENOBLE B 410 354 930
APE 246 C**

STATUTS

TABLE DES MATIERES

PAGES

TITRE PREMIER

NATURE DE LA SOCIETE – OBJET – DENOMINATION

SIEGE – DUREE

ARTICLE 1	NATURE DE LA SOCIETE	2
ARTICLE 2	OBJET DE LA SOCIETE	2
ARTICLE 3	DENOMINATION	3
ARTICLE 4	SIEGE	3
ARTICLE 5	DUREE	3

TITRE DEUXIEME

APPORTS – CAPITAL SOCIAL – PARTS

ARTICLE 6	APPORTS	3
ARTICLE 7	CAPITAL	4
ARTICLE 8	PARTS SOCIALES	4
ARTICLE 9	DROITS ET OBLIGATIONS DES ASSOCIES	4 – 5
ARTICLE 10	TRANSMISSION DES PARTS	5

TITRE TROISIEME

ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 11	GERANCE	5 – 6
ARTICLE 12	DEVOIRS ET REMUNERATIONS DE LA GERANCE – INTERDICTIONS	6 – 7
ARTICLE 13	DECES – DEMISSION ET REVOCATION DES GERANTS	7
ARTICLE 13 BIS	COMMISSAIRE AUX COMPTES	7

TITRE QUATRIEME

DECISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 14	FORME DES DECISIONS	8
ARTICLE 15	VOIX – REPRESENTATION DES ASSOCIES	8
ARTICLE 16	ASSEMBLEES	9
ARTICLE 17	CONSULTATIONS PAR ECRIT	9
ARTICLE 18	MODIFICATIONS AUX STATUTS	10
	TRANSFORMATION DE LA SOCIETE	
ARTICLE 19	MAJORITE DES DECISIONS ORDINAIRES	10

TITRE CINQUIEME

ANNEE SOCIALE – INVENTAIRE – BENEFICES

ARTICLE 20	ANNEE SOCIALE – INVENTAIRE	11
ARTICLE 21	DETERMINATION ET REPARTITION DES BENEFICES	11 – 12

TITRE SIXIEME

DISSOLUTION - LIQUIDATION – CONTESTATIONS

ARTICLE 22	DISSOLUTION	12
ARTICLE 23	LIQUIDATION	12
ARTICLE 24	CONTESTATIONS	13

TITRE PREMIER

NATURE DE LA SOCIETE - OBJET - DENOMINATION

SIEGE - DUREE

Statuts mis à jour par l'Assemblée Générale Mixte du 27 juin 2014

ARTICLE 1 - Nature de la Société

Il est formé par les présentes une Société à Responsabilité Limitée qui existera entre les Propriétaires successifs des parts ci-après créées et de celles qui pourront être créées par la suite.

Cette Société est régie par la Loi du 24 juillet 1966 et toutes les dispositions légales ou réglementaires en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - Objet de la Société

La Société a pour objet, en France et à l'Etranger :

- la fabrication et la vente de produits adhésifs pour toutes utilisations industrielles ou autres.
- et généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières, immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

La Société pourra également s'intéresser directement ou indirectement à la création et à l'exploitation de toutes sociétés ou affaires similaires ou connexes existantes ou à créer, et ce notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription, d'achat d'actions ou de participations, d'achat ou de location de tout ou partie de l'actif social de toutes sociétés ou affaires auxquelles la Société pourra s'intéresser, par voie encore de fusion, de groupement d'intérêt économique, d'achat ou de souscription de tous droits sociaux.

Elle pourra prendre à bail, avec ou sans promesse de vente, et acquérir par voie d'apport ou autrement, tout ou partie des biens mobiliers ou immobiliers, y compris le passif qui pourrait les affecter, dépendant des sociétés ou entreprises dont les activités seraient similaires à la sienne.

Elle pourra faire ces opérations, soit seule, soit en participation.

ARTICLE 3 - Dénomination

La dénomination de la Société est :

A. RAYBOND SARL

ARTICLE 4 - Siège

Le Siège de la Société est fixé à :

38000-GRENOBLE, 111-113 et 115, Cours Berriat

ARTICLE 5 - Durée

La Société a été constituée pour une durée de quatre vingt dix neuf années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

TITRE DEUXIEME**APPORTS - CAPITAL SOCIAL - PARTS****ARTICLE 6 - Apports**

Il est fait apport en numéraire à la Société, par A. RAYMOND & Cie - SCS de 100.000 Francs correspondant à la souscription de 500 parts de F. 100 nominal, soit la totalité des parts sociales, avec une prime unitaire de F. 100.

ARTICLE 7 - Capital

Le Capital social est fixé à la somme de SIX CENT CINQUANTE MILLE EUROS (650.000 €) divisé en SEIZE MILLE DEUX CENT CINQUANTE (16.250) parts sociales d'une valeur nominale de 40 euros chacune, numérotées de 1 à 16.250 inclus et entièrement détenues par la Société en Commandite Simple A. RAYMOND et Cie, Associé unique.

ARTICLE 8 - Parts Sociales

Les parts sociales ne seront jamais représentées par des titres négociables; leur propriété résultera des actes et délibérations constatant leur création, leur attribution ou leur transmission régulière.

Toute part est indivisible à l'égard de la Société qui n'en reconnaît toujours qu'un seul propriétaire.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivront dans quelque main qu'elle passe.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions des Associés prises en conformité.

ARTICLE 9 - Droits et Obligations des Associés

Chaque part donne droit dans la propriété de l'actif social et dans le partage des bénéfices revenant aux parts sociales, à une quotité proportionnellement au nombre de parts existantes.

Les Associés ne sont tenus, même à l'égard des tiers, que jusqu'à concurrence du montant des parts qu'ils possèdent.

Les Associés exercent les droits de communication et autres à eux réservés par la législation en vigueur.

Le décès, l'absence, l'incapacité, la faillite, la procédure de redressement ou de liquidation judiciaire d'un Associé n'entraînent pas la dissolution de la Société; il en est de même en cas de fusion ou de dissolution d'une société Associée.

ARTICLE 10 - Transmission des parts

- I - Les parts sont librement cessibles et transmissibles entre Associés.
- II - Toute cession ou transmission autres que celles prévues au paragraphe I ne peut être réalisée qu'avec le consentement de la majorité des Associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.
- III - Toute cession de parts devra être constatée dans un acte authentique ou dans un acte sous seings privés déposé au siège social ou signifié à la Société ou accepté par elle dans un acte authentique.

TITRE TROISIEME

ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 11 - Gérance

- I - La Société est administrée par un ou plusieurs Gérants, trois au plus, personnes physiques et Associés ou non, nommés par décision des Associés représentant plus de la moitié des parts sociales, s'il s'agit d'un Gérant non statutaire, et au moins les trois-quarts des parts sociales s'il s'agit d'un Gérant statutaire.

L'âge de la retraite est fixé pour les Gérants au plus tard à 65 ans révolus, et prendra effet à l'Assemblée qui suivra.

- II - Le Gérant ou chacun des Gérants, s'ils sont plusieurs, représente la Société activement et passivement vis-à-vis des tiers et exerce tous ses droits avec les pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société, sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux Associés et pour faire toutes opérations rentrant dans son objet.

- III - Les dispositions à titre d'ordre intérieur, des statuts de la société en Commandite Simple A. RAYMOND et Cie relatives à la Gérance, incluses sous l'Article 8 - Gérance de la société (à l'exception du paragraphe E - Rémunération des Gérants) et sous l'article 9 - Accession à la Gérance, sont applicables aux présents statuts, sous réserve des adaptations éventuellement nécessaires, en raison notamment de la forme de la société.

ARTICLE 12 - Devoirs et Rémunérations de la Gérance - Interdictions

- I - Tout Gérant doit consacrer aux affaires sociales le temps et les soins nécessaires à leur bonne marche.
- II - Il peut être rémunéré pour son travail par un traitement payable par frais généraux, déterminé et pouvant être modifié par décision prise par la collectivité des Associés aux conditions prévues à l'article 19 ci-après.
- III - Toute convention intervenue directement ou par personne interposée entre la Société et l'un de ses Gérants ou Associé doit être approuvée par l'Assemblée dans les conditions prévues à l'article 50 de la Loi du 24 juillet 1966.

Il en est de même des conventions passées avec une société dont un Associé indéfiniment responsable, Gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance est simultanément Gérant ou Associé de la Société.

En cas d'Associé unique, les conventions susvisées doivent seulement être mentionnées sur le registre des décisions.

- IV - A peine de nullité du contrat, il est interdit aux Gérants ou personnes physiques Associées de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société et de se faire consentir par elle un découvert en compte-courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

Cette interdiction s'applique également au conjoint et aux ascendants et descendants des personnes visées à l'alinéa qui précède, ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 13 - Décès - Démission et Révocation des Gérants

- I - Le mandat d'un Gérant prend fin par l'arrivée au terme prévu lors de sa nomination, sa démission, sa révocation ou encore par son décès, son absence ou incapacité légale ou physique le mettant dans l'impossibilité de remplir ses fonctions.

- II - Sauf décision prise par la collectivité des Associés aux conditions prévues à l'article 19 ci-après, la démission d'un Gérant n'est possible qu'après avis donné six mois à l'avance et par écrit.
- III - Les Gérants sont révocables par décision des Associés représentant plus de la moitié des parts sociales s'il s'agit d'un Gérant non statutaire et au moins les trois-quarts des parts sociales s'il s'agit d'un Gérant statutaire.
- IV - En cas de cessation des fonctions de l'un des Gérants, le ou les Gérants restant en fonction continueront à administrer seuls la Société jusqu'au remplacement du Gérant par décision prise par les Associés, si ceux-ci en décident ainsi.

ARTICLE 13 Bis - Commissaire aux Comptes

Un ou plusieurs Commissaires aux comptes peuvent ou doivent être nommés par les Associés dans les conditions prévues par la législation en vigueur.

TITRE QUATRIEME

DECISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 14 - Forme des Décisions

Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont prises en assemblée.

Toutes les autres décisions collectives, provoquées à l'initiative de la Gérance ou du commissaire aux comptes, s'il en a été désigné un, sont prises soit par un acte auquel interviennent tous les Associés, soit par consultation écrite des Associés, soit en Assemblée au choix de l'organe de la Société ayant provoqué la décision.

Cependant, un ou plusieurs Associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des Associés, le quart des parts sociales, peuvent demander la réunion d'une Assemblée.

En cas d'Associé unique, celui-ci exerce tous les pouvoirs de décisions ordinaires ou extraordinaires dévolus par la loi à l'assemblée des Associés d'une société à responsabilité limitée, sans pouvoir les déléguer à un tiers et sans conditions de majorité.

Ses décisions sont constatées par des procès-verbaux établis chronologiquement sur un registre, coté et paraphé dans les mêmes conditions que les registres d'assemblées, et signés par lui.

ARTICLE 15 - Voix - Représentation des Associés

Chaque Associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède.

Chaque Associé peut se faire représenter aux assemblées par son conjoint ou par un autre Associé.

Les représentants légaux d'Associés peuvent participer au vote, même s'ils ne sont pas eux-mêmes Associés.

En cas d'Associé unique personne morale, celle-ci est représentée par ses représentants légaux.

ARTICLE 16 - Assemblées

L'Assemblée Générale, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé, doit être réunie chaque année, dans les six mois de la clôture de l'exercice.

Les Assemblées sont convoquées au lieu du siège social ou en tout autre lieu et la convocation doit être faite par lettre recommandée quinze jours au moins avant la réunion de l'Assemblée.

En cas d'Associé unique, les assemblées sont convoquées par la Gérance, par tout moyen, quinze jours au moins avant la réunion, sauf dispense de ce délai par l'Associé unique.

ARTICLE 17 - Consultations par écrit

Pour ces consultations, les décisions résultent d'un vote formulé par écrit.

Le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des Associés sont adressés aux Associés par lettre recommandée ou par tout autre moyen en cas d'Associé unique.

Les Associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolutions pour émettre leur vote par écrit, sauf dispense de ce délai en cas d'Associé unique.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par oui ou par non.

Tout Associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu.

Pendant ledit délai, les Associés peuvent exiger de la Gérance des explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Les décisions sont adoptées à l'issue de la consultation aux conditions de majorité prévues par les articles 10 - 11 - 18 et 19 des présents statuts, selon l'objet de la consultation, et, en cas d'Associé unique, par celui-ci sans conditions de majorité.

ARTICLE 18 - Modifications aux Statuts - Transformation de la Société

Les Associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la Société.

Toutes autres modifications des statuts sont décidées par un ou plusieurs Associés, représentant au moins les trois quarts des parts sociales et il en est de même pour la nomination ou la révocation d'un Gérant statutaire.

Toutefois, en aucun cas, la majorité ne peut obliger un Associé à augmenter son engagement social.

La présente Société pourra être transformée en Société Anonyme dans les conditions prévues à l'article 69 de la Loi du 24 juillet 1966 et peut, également, avec l'accord unanime des Associés, être transformée en Société en Nom Collectif, en Commandite Simple ou en Commandite par Actions.

ARTICLE 19 - Majorité des Décisions ordinaires

Dans les assemblées ou lors des consultations écrites relevant des décisions ordinaires et sauf en cas d'Associé unique, les décisions sont adoptées par un ou plusieurs Associés, représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si cette majorité n'est pas obtenue, les Associés sont convoqués ou consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants, sauf s'il s'agit de statuer sur la désignation ou sur la révocation d'un ou des Gérants, de telles décisions devant toujours être adoptées par un ou plusieurs Associés représentant plus de la moitié ou au moins trois-quarts des parts sociales.

TITRE CINQUIEME

ANNEE SOCIALE - INVENTAIRE - BENEFICES

ARTICLE 20 - Année Sociale - Inventaire

L'année sociale commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de la même année.

La Gérance établit, à la fin de chaque année sociale l'inventaire, les comptes annuels et le rapport de gestion, ainsi que tous les autres documents prescrits par la législation en vigueur.

En cas d'Associé unique, celui-ci approuve les comptes et l'affectation du résultat dans le délai de six mois de la clôture de l'exercice.

S'il n'est pas Gérant, le rapport de gestion de la Gérance, les comptes annuels, le texte des résolutions proposées, et, le cas échéant, le rapport du Commissaire aux comptes lui sont adressés par la Gérance un mois au moins avant la date prévue pour la décision d'approbation des comptes.

ARTICLE 21 - Détermination et répartition des bénéfices

- I - Les produits de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la Société, y compris tous amortissements et provisions, et tels que ressortant du compte de résultat, constituent le bénéfice ou la perte de l'exercice.
- II - Sur le bénéfice, ainsi établi à chaque inventaire, diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est d'abord prélevé 5 % pour constituer le fonds de Réserve Légale, prélèvement qui cessera d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital, mais reprendra son cours si, pour une cause quelconque, cette réserve descend au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi et des statuts, augmenté du report bénéficiaire.

Après approbation des comptes et constatation du bénéfice distribuable, il est prélevé les sommes que, sur la proposition de la Gérance, l'Assemblée fixe pour la constitution ou la dotation de tous comptes de réserve ou d'amortissement du capital.

L'excédent du bénéfice, s'il en existe, est réparti aux Associés à titre de dividende, proportionnellement aux nombres de leurs parts.

En outre, l'Assemblée peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

III - Les pertes, s'il en existe, sont imputées sur les bénéfices reportés des exercices antérieurs ou reportés à nouveau.

TITRE SIXIEME

DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATIONS

ARTICLE 22 - Dissolution

Les Associés, à la majorité exigée pour la modification des statuts, peuvent prononcer la dissolution de la Société.

En outre, si les capitaux propres deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la Gérance est tenue de se conformer aux dispositions de l'article 68 de la Loi du 24 juillet 1966.

ARTICLE 23 - Liquidation

A l'expiration de la Société ou en cas de dissolution anticipée, la liquidation sera faite par le ou les liquidateurs qui seront désignés par les Associés.

Après l'acquit du passif et des charges sociales, le produit net de la liquidation sera employé au remboursement des parts sociales sans distinction de catégorie ; le surplus, s'il en existe, sera réparti entre les Associés proportionnellement au nombre de parts de chacun.

En cas de perte ou d'insuffisance d'actif, les Associés ne pourront être tenus au-delà du montant de leurs parts sociales.

ARTICLE 24 - Contestations

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou de sa liquidation, soit entre les Associés, la Gérance et la Société, soit entre les Associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la Loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents du siège social.

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
GRENOBLE



1172814

Dénomination : A RAYBOND
Adresse : 111/113 cours Berriat 38000 Grenoble -FRANCE-

n° de gestion : 1996B01274
n° d'identification : 410 354 930

n° de dépôt : A2014/009070
Date du dépôt : 07/10/2014

Pièce : Procès-verbal d'assemblée générale mixte du
27/06/2014



1172814

11 Exemplaire certifié
conforme
ORIGINAL

TRIBUNAL de COMMERCE
Déposé au GREFFE le :

06 OCT. 2014

Sous le N°.....9090.....

A. RAYBOND S.A.R.L.

Au Capital de 4 250 000 Euros

Siège Social à GRENOBLE 38000
113, Cours Berriat

SIRENE 410354930 - 00019
APE 426 C

PROCES - VERBAL

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE

DU VENDREDI 27 JUIN 2014

L'an deux mille quatorze,
Le vendredi vingt-sept juin à seize heures,
Au siège Social, 113 Cours Berriat – 38000 Grenoble,

La société A. RAYMOND et Cie, société en commandite simple, au capital de 3 203 200,00 euros, dont le siège social est à 113 Cours Berriat - 38000 Grenoble, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Grenoble sous le numéro 057 501 256, représentée par M. Antoine Robert RAYMOND, Gérant,

Associée unique de la société A. RAYBOND,

Convoquée en date du 12 juin 2014 par Monsieur Antoine Robert RAYMOND, Gérant de la société A. RAYBOND SARL, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour prévu sur la convocation, à savoir :

ORDRE DU JOUR

Points relevant des décisions ordinaires

- 1°) - Lecture du rapport de la Gérance relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013,
- 2°) - Lecture du rapport du Commissaire aux Comptes,
- 3°) - Examen des comptes annuels de l'Exercice clos le 31 décembre 2013,
- 4°) - Quitus à la Gérance,
- 5°) - Affectation du résultat de l'exercice 2013,
- 6°) - Conventions réglementées,

Points relevant des décisions extraordinaires

- 7°) - Décision de ne pas dissoudre la société de façon anticipée,
- 8°) - Décision, à l'effet d'assainir la situation financière de la société et de mettre celle-ci en conformité avec les dispositions de l'article L.223-42 du Code de commerce, d'apurer partiellement le solde des pertes constatées dans les comptes de la société par voie de réduction du capital social d'un montant de 3 600 000 euros ramenant ainsi le capital social de la somme de 4 250 000 euros à la somme de 650 000 euros,
- 9°) - Modification corrélative des statuts – l'Article 7 des statuts « Capital » sera modifié en conséquence de la décision ci-dessus,
- 10°) - Pouvoirs .

M M

PricewaterhouseCoopers Audit, Commissaire aux Comptes Titulaire de la société, représentée par M. Philippe GUEGUEN, régulièrement convoquée, n'assiste pas à la réunion et est excusée.

Au vu des documents suivants :

- la convocation du 12 juin 2014,
- les envois et accusés de réception afférents à la convocation,
- le texte des décisions,
- les statuts de la société,

A pris les décisions suivantes :

Points relevant des décisions ordinaires

PREMIÈRE DÉCISION

L'Associé Unique, connaissance prise du rapport de gestion de la gérance relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013 et du rapport général du Commissaire aux comptes sur l'exécution de sa mission au cours dudit exercice, et pris connaissance des comptes et du bilan de l'exercice social clos le 31 décembre 2013, qui se solde par une perte nette comptable de (2.946.956) Euros, les approuve tels qu'ils lui ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts, l'Associé Unique prend acte que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge une somme de 6 773 Euros correspondant à des dépenses non déductibles fiscalement.

En conséquence, l'Associé Unique donne à la gérance quitus entier et sans réserve de l'exécution de son mandat pour ledit exercice et précise, en tant que de besoin, que les fonctions de gestion de la gérance assurée par Monsieur Antoine RAYMOND sont exercées à titre gratuit.

DEUXIÈME DÉCISION

Conformément à la proposition de la gérance, l'Associé Unique décide d'affecter la perte nette comptable de l'exercice clos le 31 décembre 2013 s'élevant à (2.946.956)Euros, au poste « Report à nouveau ».

En application des dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, l'Associé Unique prend acte de ce que les sommes distribuées à titre de dividendes au titre des trois exercices précédents, ont été les suivantes :

Exercice clos le 31/12/2012 : « néant »

Exercice clos le 31/12/2011 : « néant »

Exercice clos le 31/12/2010 : « néant »



TROISIÈME DÉCISION

L'Associé Unique déclare qu'aucune convention visée à l'article L. 223-19, alinéa 3 du Code de commerce n'est intervenue au titre de l'exercice écoulé.

Points relevant des décisions extraordinaires

QUATRIÈME DÉCISION

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance du rapport de gestion établi par le Gérant, et en application des dispositions de l'article L.223-42 alinéa 1 du Code de commerce, décide qu'il n'y a pas lieu à dissolution anticipée de la Société.

L'Associé Unique prend acte du fait que la Société sera tenue, au plus tard le 31 décembre 2016, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

CINQUIÈME DÉCISION

L'Associé Unique après avoir pris connaissance du rapport de la gérance et du rapport du Commissaire aux comptes et en conséquence de la deuxième décision qui précède :

- Constate que le montant total des pertes de la Société, tel qu'il ressort des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013 et après affectation du résultat dudit exercice s'élève à la somme de (3.624.401) euros,
- Décide, à l'effet d'assainir la situation financière de la Société et de mettre celle-ci en conformité avec les dispositions de l'article L.223-42 du Code de commerce, d'apurer partiellement le solde des pertes constatées dans les comptes de la Société par voie de réduction du capital social d'un montant de 3.600.000 euros, au moyen de l'annulation corrélative de 90.000 des 106.250 parts sociales qui composent le capital social de la Société.

En conséquence, le capital social est ramené de la somme de 4.250.000 euros, divisé en 106.250 parts sociales de 40 euros de valeur nominale chacune, à la somme de 650.000 euros, divisé en 16.250 parts sociales de 40 euros de valeur nominale chacune.

SIXIÈME DÉCISION

En conséquence de la réalisation de l'opération de réduction de capital objet de la décision ci-dessus, l'Associé Unique décide de modifier les statuts de la société comme suit :

« Article 7 – Capital »

Cet article est abrogé est remplacé par la rédaction suivante :

« Le capital social est fixé à la somme de SIX CENT CINQUANTE MILLE EUROS (650.000 €) divisé en SEIZE MILLE DEUX CENT CINQUANTE (16.250) parts sociales d'une valeur nominale de 40 euros chacune, numérotées de 1 à 16.250 inclus et entièrement détenues par la Société en Commandite Simple A.RAYMOND et Cie, Associé unique. »

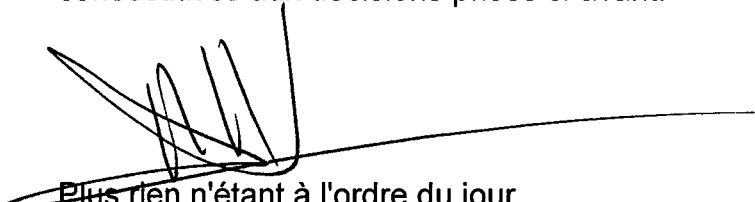


SEPTIEME DECISION

L'Associé Unique, en conséquence de la réalisation définitive de l'opération de réduction de capital objet de la cinquième décision qui précède, constate que les capitaux propres de la Société ont été reconstitués à hauteur d'un montant au moins égal à la moitié du capital social, et qu'en conséquence la situation de la Société est régularisée au regard des dispositions de l'article L.223-42 du Code de commerce.

HUITIEME DECISION

L'Associé Unique donne au Gérant ou à tout porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal des présentes, tous pouvoirs pour effectuer toutes les formalités consécutives aux décisions prises ci-avant.



Plus rien n'étant à l'ordre du jour,
La séance est levée à 17 heures

Enregistré à : SIE DE GRENOBLE-CHARTREUSE

Le 25/09/2014 Bordereau n°2014/1 513 Case n°7

Ext 7760

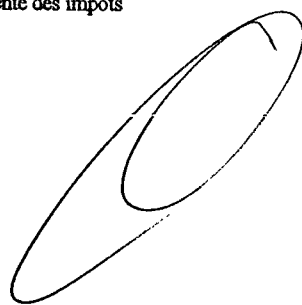
Enregistrement : 125 €

Pénalités : 14 €

Total liquidé : cent trente-neuf euros

Montant reçu : cent trente-neuf euros

L'Agente des impôts



RECEVU
LE 25/09/2014
A 17H00
SIE DE GRENOBLE-CHARTREUSE